

SUR LE FRONT OUVRIER

ÉCHOS DES USINES...

L'OFFENSIVE PATRONALE

Après les journées d'août, la classe ouvrière se regroupe largement dans les syndicats (400.000 membres), et profite de l'affaiblissement de l'appareil d'État pour arracher aux patrons d'importantes revendications ; mais bientôt se dessine une contre-offensive générale ayant pour but de « limiter les dégâts » et de reprendre aux ouvriers les avantages acquis. Aujourd'hui, cette attaque se manifeste dans tous les domaines (tentative de dissolution des Milices patriotiques, sabotage de la reprise économique, entraves administratives aux cantines gérées par les ouvriers...)

Chez **CITROËN** par exemple, la direction refuse aujourd'hui de donner des locaux (réfectoire) pour les réunions syndicales. Elle s'oppose même à la réintégration des ouvriers licenciés en novembre 38, en « étudiant » tous les cas un par un.

Chez **RENAUDIN** (Suresnes), 3 anciens délégués de 36 se voient interdire l'accès de l'usine, bien qu'ayant été condamnés par les nazis pour leur activité militante pendant l'illégalité.

A la **S.N.C.A.S.E.**, de même que chez **AMIOT**, le patron n'est pas sitôt arrêté qu'on le libère...

Chez **GNOME & RHONE KELLERMAN**, pour mettre un frein au développement de la Milice et apporter la division en son sein, la direction accepte une garde permanente de 90 miliciens, qui deviennent ainsi, qu'on le veuille ou non, des « flics d'usine ». Elle impose le licenciement des ouvriers syndiqués et des camarades femmes. La direction syndicale s'incline et se charge de l'exécution des ordres !

L'OFFENSIVE BUREAUCRATIQUE

L'offensive bureaucratique se développe parallèlement comme conséquence de l'Union sacrée qui lie les Partis Socialiste et Communiste Français à la bourgeoisie. Les bonzes des syndicats freinent systématiquement les initiatives ouvrières, interdisent le développement des Comités de gestion dont la généralisation à l'ensemble de la Région parisienne porterait le coup le plus dur au patronat.

De **JUMO**, notre camarade M. nous écrit :

« J'ai été à l'origine de la création du Comité ouvrier qui occupa l'usine le 17 août et même de plusieurs Comités semblables dans la Région. Une des premières sections syndicales de **JUMO** s'est constituée sur mon initiative ; c'est moi qui constituai la Milice de l'usine, mis sur pied la Commission technique qui dirige aujourd'hui l'usine... A plusieurs reprises, les bonzes du syndicat intervinrent, soit pour supprimer le Comité ouvrier, soit pour interdire le Comité Inter-usines de la Région Ouest, soit pour arrêter la reprise du travail en Septembre, soit pour arrêter les travaux du Comité de gestion... »

« Sachant que j'étais trotskyste, ils usaient de tous les moyens pour m'écarter des tâches responsables... J'avais cependant la confiance de tous les camarades de l'usine qui applaudirent les mots d'ordre internationalistes même le jour où, publiquement, je déclarais être militant de la IV^e Internationale, pour répondre aux calomnies anti-trotskystes du bureaucrate de la locale. Avec ses amis du bureau syndical de l'usine, voyant l'accueil fait à cette déclaration, ils déversèrent, pendant 2 jours, les plus odieuses calomnies sur mon compte et obtinrent mon exclusion de l'usine en menaçant, par ordre de Tillon, de passer les commandes destinées à l'usine à une entreprise de Bordeaux, si je restais dans l'usine... Ces mensonges et cette méthode de chantage ont clairement montré, j'en suis sûr, à tous les ouvriers quelle peur ont les bureaucrates chauvins de voir démasquer leur politique de trahison. »

« Aujourd'hui, la discipline dans l'atelier est plus rigoureuse que jadis ; les décisions sont prises en cercle restreint, quiconque expose un point de

vue particulier est suspecté d'être trotskyste. Je ne doute pas de revenir dans l'usine lorsque, avec les prochains Comités Ouvriers, la Révolution aura démasqué les traîtres et exigera la présence de militants révolutionnaires. »

Depuis l'exclusion du camarade M., les bureaucrates chauvins qui ne veulent pas en rester à ce coup d'éclat, multiplient les actes d'arbitraire. La Commission technique agit hors de tout contrôle des ouvriers. La Commission de discipline procède de façon policière et dictatoriale. Exemple : deux ouvriers de la cantine, pour s'être disputés, ont vu leurs 75 %, supprimés pendant 15 jours, c'est-à-dire qu'elles resteraient sans ressources pendant 15 jours. Autre exemple : on a renvoyé une ouvrière qui pointait pour sa fille. A la suite de ces faits, le mécontentement grandit.

Il faut que ces actes de gangstérisme bureaucratique cessent de déshonorer la C.G.T. Il faut restaurer une véritable démocratie ouvrière chez **JUMO**.

A la **LORRAINE**, la Commission d'épuration syndicale décide l'exclusion de 30 ouvriers qui ont eu le tort — indéniablement — en 1940, de démonter des machines pour les expédier en Allemagne et, en même temps, annoncer à l'assemblée générale sous les huées, que l'accusation contre le directeur Laffère n'est pas retenue.

Chez **AMIOT**, les ouvriers réclament la démocratie. A l'atelier 45, les dirigeants syndicaux veulent imposer un délégué. Les ouvriers refusent et s'élèvent contre le manque de démocratie, et demandent à l'élire eux-mêmes. La Commission Exécutive a proposé comme secrétaire adjoint du B.S., un ancien chronométrier de la 04 qui a fait baisser les temps pendant l'occupation. Les ouvriers en réclament un autre.

La section syndicale ne pourra fonctionner qu'en ayant la confiance de tous les ouvriers, par une véritable démocratie.

COMITÉS D'ÉPURATION

Le gouvernement des trusts avait ordonné la dissolution des Comités d'épuration pour le 1^{er} décembre. Les dirigeants syndicaux s'opposent à ce qu'on applique la mesure avant le 15 Décembre... pour avoir le temps de nous faire accepter la pilule.

Effectivement, depuis le 15, ils ont pris l'offensive. Ils expliquent qu'il faut cesser de frapper le lampiste, qu'il faut atteindre la tête et que le mieux, pour cela, est de... dissoudre les Comités d'épuration ! C'est tout à fait l'avis des Laffère, Gignoux, G.M.R., Gagnoulard et c^o. Les ouvriers sont d'abord un peu étonnés, ils croient ne pas bien comprendre. Le collaborateur-de-classe revient à la charge. Alors il se fait huer. Chez **CAUDRON-RENAULT**, devant l'indignation des ouvriers, les bureaucrates ont dû reculer et « accorder » une prolongation jusqu'au 31 décembre.

L'épuration est à peine commencée. Il faut maintenir nos Comités d'épuration élus ; exiger la publication des débats en Justice, constituer, comme au Pertuis, nos tribunaux populaires élus !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC

De nombreuses motions de solidarité avec la révolution grecque sont votés dans les usines et dans les assemblées syndicales. Les chefs syndicaux les envoient à l'ambassade grecque mais jamais à l'ambassade britannique ; pourquoi faire de la peine à l'allié démocratique Churchill ? Elle ne sont pas publiées par la presse ouvrière qui, par son silence, se fait la complice des assassins du peuple grec.

Exigeons la publication intégrale de nos motions de solidarité dans l'Humanité, la Vie Ouvrière, le Peuple et autres journaux qui se réclament de la classe ouvrière.

LES COMITÉS D'ENTREPRISES

Les Comités Ouvriers sont la terreur des gouvernements bourgeois. Aussi, il convient de parer au danger. Le projet de l'Assemblée Consultative instituant les Comités d'entreprise, doit noyer le poisson de la même façon que la « Révolution nationale » de Vichy devait éviter la Révolution Socialiste.

Les attributions économiques du Comité sont purement théoriques ; contrôle une fois par an de la marche de l'entreprise. On peut regarder, pas souvent encore, mais défense de toucher ! De même, la représentation dans les conseils d'administration aura seulement voix consultative. Enfin, le Comité aura droit de suggestion pour tout ce qui concerne le rendement. On a maintenant le droit de suggérer au patron ce qui doit augmenter son bénéfice. Les attributions sociales du Comité sont, à peu près, celles des comités sociaux de Pétain.

Et, pour pimenter le tout, un grain de paternalisme vichyssois : le patron préside le comité. En somme, beaucoup de bruit pour peu de chose. Mais ce peu nous intéresse, n'intéresse que nous. Nous ne laisserons pas le patron utiliser le comité pour imposer ses volontés plus facilement. Nous nous servirons, au contraire, du comité pour contrôler la gestion et appuyer nos revendications. Et nous n'hésiterons pas à dépasser les limites du décret chaque fois que cela sera possible.

VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

(Suite de la 1^{re} page)

Mais aujourd'hui le prolétariat allemand se sent entouré d'un cercle de farouche hostilité. Avec la complicité de dirigeants qui osent encore s'appeler socialistes ou communistes, la bourgeoisie est parvenue à ne plus faire distinguer par les travailleurs des pays « alliés », ceux qui font la guerre de ceux qui en profitent. Cette hostilité, les ouvriers et paysans allemands sous l'uniforme ont pu l'apprécier dans les pays occupés.

Quand les travailleurs des pays « alliés » ne s'insurgent pas contre les plans monstrueux de leur bourgeoisie mais bien au contraire, par la voix de leurs organisations traditionnelles, les approuvent et renchérissent, les travailleurs allemands ne peuvent trouver l'issue révolutionnaire car ils savent que leur sacrifice serait inutile si les peuples soutenaient, contre lui, leur propre bourgeoisie.

Si l'on espère effectivement que la guerre se termine avant juin 1945, comme le promet Churchill, si l'on désire fermement que des millions de travailleurs ne soient pas tombés en vain pour le plus gros profit de leurs maîtres capitalistes, il faut rejeter des rangs ouvriers les chauvins et le chauvinisme, et renouer avec l'internationalisme prolétarien.

"ORADOUR" EN ALLEMAGNE

Le 30 Novembre, une dépêche datée de New York disait : « On mande de Stockholm que les allemands viennent de subir leur premier "Oradour" en Prusse orientale. C'est le village allemand de Nemmersdorf qui a été rasé sur l'ordre de Himmler parce que la population avait désobéi à l'ordre d'évacuation. »

Quelques journaux parisiens l'ont passée en entrefilet, la plupart n'en ont soufflé mot. Et pourtant, l'Oradour français a fourni sujet à de multiples articles, reportages, films d'actualité, allocutions et discours. Qu'il se passe en Prusse orientale ou dans le Massif Central français, un tel acte n'en est pas moins horrible. Pourquoi ce silence ? Parce qu'il aurait fallu dire qu'après avoir assassiné les ouvriers, les paysans, les artisans,

les travailleurs français, les S.S. assassinent les ouvriers, les paysans, les artisans, les travailleurs allemands ; la nationalité leur importe peu. Ils frappent tous ceux qui se refusent à faire les frais de la guerre. Le dire, c'aurait été autant contre le poison chauvin. De là l'attitude de la presse. De même, on a annoncé sans commentaire qu'à Mannheim une grève, à Dusseldorf un soulèvement avaient été sauvagement réprimés, que des villes ou quartiers ouvriers d'Allemagne avaient été cernés par les S.S. et qu'il s'en était suivi une sévère répression.

EISENHOWER ET LES S.S.

Mais ces S.S., Eisenhower, sur le plan intérieur, ne les considère pas comme ses adversaires. Bien au contraire, de même que les fascistes italiens ont été intégrés dans la gendarmerie, de même que les forces fascistes grecques dites « bataillons de la montagne » ou « bataillon sacré », sont utilisés contre les travailleurs de Grèce ; il compte bien utiliser les S.S. pour mater les travailleurs allemands. Dans une déclaration, il affirmait que toutes les organisations allemandes seraient dissoutes... à l'exception des S.S. et de la Jeunesse hitlérienne. A la suite de protestations, il a dû annoncer la dissolution des S.S., — on ignore le sort de la Hitlerjugend — mais on peut être sûr qu'il n'a pas, pour autant, renoncé à les utiliser.

SOLIDARITÉ BOURGEOISE

Un journal bourgeois suisse se félicitait récemment du fait que le réveil allemand se passe lentement. Cela permet, disait-il, aux anglo-américains de rétablir l'ordre au fur et à mesure de leur avance ; dans le cas contraire ils risqueraient d'être débordés. Ainsi apparaît clairement la profonde solidarité du capitalisme mondial et de ses agents : pendant plusieurs années les S.S. ont assuré l'ordre bourgeois en Europe, arrêté, torturé, fusillé, les militants ouvriers et permis aux capitalistes de substantiels bénéfices. Aujourd'hui, les armées anglo-américaines viennent les remplacer et la bourgeoisie mondiale se félicite que la substitution de l'un à l'autre se fasse dans les meilleures conditions. En Belgique et en Grèce, comme en Italie, ceux qui hier croyaient lutter pour leur libération, voient, aujourd'hui, se dresser devant eux pour les désarmer et leur imposer des gouvernements réactionnaires, les troupes de l'impérialisme britannique. Roosevelt et Churchill succèdent à Hitler, et, malgré toutes leurs phrases démocratiques, emploient les mêmes méthodes éprouvées.

Les S.S. fusillent de la même façon travailleurs français et allemands. Travailleurs belges et grecs sont assassinés tour à tour par les S.S. et les troupes britanniques. Eisenhower se prépare à rembaucher les S.S. d'Himmler : la solidarité agissante du capitalisme mondial n'est pas une affirmation creuse mais un fait. Elle se réalise chaque fois que la révolution menace.

INTERNATIONALISME PROLETARIEN I

Il faut lui opposer la solidarité agissante du prolétariat mondial. Déjà elle se réalise : en Grèce, dans les rangs de l'E.A.M., luttent des partisans bulgares et yougoslaves aux côtés de déserteurs allemands ; en Allemagne, des grèves ont réunis récemment des travailleurs allemands et des travailleurs étrangers. L'Humanité citait des actes de sympathie de soldats anglais envers les manifestants de Bruxelles. Les mouvements révolutionnaires sont les grands accélérateurs de ces rapprochements, car les mensonges bourgeois s'y engouffrent.

Mais, pour cela, il faut rompre éhémentement avec le chauvinisme bourgeois et renouer avec l'internationalisme prolétarien. Ce sera l'honneur impérissable de la IV^e Internationale d'avoir lutté durant toute cette guerre pour cette vérité élémentaire de la doctrine prolétarienne, alors que réformistes et stalinien se vautrent dans l'union sacrée. Par cette lutte, elle a acquis le droit d'appeler autour de son drapeau les ouvriers révolutionnaires du monde. L'heure est venue de rejoindre la IV^e Internationale, le Parti Communiste Internationaliste, sa section française.

A ces renseignements, donnés avec satisfaction par le journal de la bourgeoisie anglaise, pourraient s'ajouter les renseignements nouveaux sur la politique du stalinisme en Espagne, où le parti communiste et le parti monarchiste de Gil Robles se sont unis dans la U.N.E. (Union Nationale Espagnole), pour réclamer le retour de la monarchie ! et sur sa politique en Grèce où il accepte l'idée d'une régence du très saint Damaskinos.

Mais voyons quelles conclusions l'Observateur tire de cette analyse : « Il n'y a jamais eu peut-être aucun autre parti qui ait, si complètement et sans hésitation, adopté sa doctrine et remplacé tout son arsenal d'idées. Jamais l'abîme entre les étiquettes « idéologiques » et l'idéologie n'a été si profond. »

« N'importe quel autre parti qui jonglerait ainsi avec les idéaux, contredisant avec autant d'acharnement ses précédentes attitudes, irait inévitablement à la ruine. Les partis communistes en sont sortis indemnes. »

Comment expliquer ce dernier fait ? Très justement, l'Observateur montre ce qui fait la force des partis communistes, alors même que leur propagande et leur doctrine réelles n'ont plus rien de commun avec le marxisme révolutionnaire : « Les contradictions de leur politique (celle des partis communistes) importent peu aussi longtemps qu'ils n'ont pas rompu avec le « mythe » de la révolution russe, la seule question essentielle qui compte. C'est ce fait qui donne au communisme sa force, sa cohérence, sa vitalité. »

Effectivement, pour les masses, les partis communistes restent semblables au parti bolchevik de Lénine, celui de la révolution russe. S'ils ont rompu en fait avec la Révolution d'Octobre, en paroles, par contre, les chefs des partis communistes se disent encore communistes et invoquent le grand chef de la révolution russe. Et c'est au nom de la Révolution d'Octobre et de Lénine qu'ils trahissent de plus en plus ouvertement la lutte du prolétariat pour son émancipation sociale : « L'Europe est entrée dans une période de tension, d'ébullition et de changements. Quel rôle les communistes vont-ils jouer ? Ils ne vont pas agir suivant le programme de « la dictature du prolétariat et de la révolution soviétique » formulé par Lénine au cours de la première guerre mondiale. Leur attitude actuelle est beaucoup plus près de l'attitude conciliatrice des sociaux-démocrates après la dernière guerre, que de celle du fondateur de l'Internationale Communiste. »

L'Europe commence à vivre les premières heures de la révolution prolétarienne dont le premier foyer est né, Italie plus d'un an, en Juillet 1945, en Italie. Aujourd'hui, les masses se heurtent aux gouvernements plus ou moins réactionnaires de Pierlot, Papanandréou, Bonomi, Franco, de Gaulle etc...

La soi-disant « libération » ne trompe plus grand monde en Europe et les affamés se rendent compte que le capitalisme, qui a prospéré pendant l'occupation nazie, est toujours au pouvoir et s'appuie délibérément sur les baionnettes anglaises et américaines. La révolution grecque ouvre la voie. La lutte qui naît ne s'arrêtera, ne doit s'arrêter qu'au triomphe du socialisme dans tout l'Europe.

Les partis révolutionnaires sont nécessaires pour diriger la lutte des travailleurs. Ne peuvent plus prétendre diriger les luttes décisives de demain, ceux qui, avec la II^e et la défunte III^e Internationales, ne savent plus être que bienveillants avec les rois. Seule, la IV^e Internationale peut guider les travailleurs dans la voie qui fit triompher en Russie, en 1917, la classe ouvrière et les paysans travailleurs.

Rompez l'Union Patriotique !

« La cour est à la mesure des rois, l'entourage d'un gouvernement ne dépend que du gouvernement, et ce dernier se laisse gouverner par les trusts... »

Ces lignes écrites dans la Vie Ouvrière par Monmousseau sont tout à fait justes. Cependant, nous ne pensons pas que le gouvernement « se laisse gouverner par les trusts » mais bien qu'il GOUVERNE POUR LES TRUSTS.

La conclusion qui s'impose, camarade Monmousseau c'est que la C.G.T., le P.C.F., le P.S., doivent rompre la coalition avec un tel gouvernement. Ils doivent constituer le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN débarrassé de ministres bourgeois et appuyé sur les syndicats ouvriers et les milices !